

# COMMUNIQUE FINAL DU FORUM REGIONAL DE L'AGROÉCOLOGIE, DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET DE L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT EN AFRIQUE DE L'OUEST



Version finale  
ABUJA 2024

**1** Le Forum Régional de l'Agroécologie (AE), de l'Agriculture Biologique (AB) et de l'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) en Afrique de l'Ouest, organisé par l'Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO), West African Organic Network ( WAfrONet) et ActionAid, sous le thème « Financer la transformation de systèmes alimentaires et nutritionnels durables pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest à travers l'agriculture biologique et l'agroécologie : quels politiques, mécanismes et instruments ? » s'est tenu à Abuja en République Fédérale du Nigéria, du 21 au 24 octobre 2024.

**2** Le forum s'est déroulé dans un contexte global ouest africain et mondial marqué par une plus grande prise de conscience des différents groupes d'acteurs du développement, des producteurs et des citoyens, sur les limites et les faiblesses du modèle agro-industriel de production, de commercialisation et de consommation de produits agricoles et alimentaires. En effet ce modèle engendre ou soutient des défis tel que la dégradation des ressources naturelles et de la biodiversité, l'endettement des paysans... qui sont à la base d'une pauvreté croissante, d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle persistantes, d'une augmentation du chômage des jeunes, de problèmes de santé etc.

**3** Face à cette situation, les solutions structurelles de l'AE, de l'AB et de l'AIC constituent des alternatives pouvant permettre d'inverser la tendance pour développer des systèmes alimentaires résilients et réaliser la souveraineté alimentaire.

**4** Le forum a réuni trois cent cinquante-sept (357) participantes et participants, représentant les institutions régionales, les ministères publics en charge du secteur Agro Sylvo- Pastoral et Halieutique (ASPH), les partenaires au développement, les réseaux d'Organisations Paysannes (OP), et d'Organisations la Société Civile (OSC), le secteur privé, les médias publics et privés. Environ une cinquantaine de personnes suivaient en ligne, chaque jour, les travaux du forum.

**5** La cérémonie d'ouverture du forum a été marquée par les interventions de représentants du comité de pilotage local, d'ActionAid, de WAfrONet et de 3AO, qui ont remercié la CEDEAO pour son soutien et souligné les enjeux de l'agroécologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat. Dr SY Alain TRAORE, représentant de la CEDEAO, a salué l'engagement de la république Fédérale du Nigéria en faveur de l'AE et souligné le rôle des paysans face aux défis climatiques. Monsieur Ibrahim TAMINU, représentant le Ministre nigérian de l'Agriculture..., a affirmé l'engagement de son pays à promouvoir des pratiques agricoles innovantes et résilientes, tout en appelant à des solutions créatives pour le financement agricole. Ensuite il a procédé à l'ouverture officiellement les travaux.

# 6 Les travaux du forum ont été organisés autour de quatre thématiques principales

## Thématiques

1

Enjeux AE - AIC - OA - dynamiques organisationnelles et actions majeures de 3AO et WAfrONet



2

Enjeux, paysage et défis des mécanismes de financement (Climat, biodiversité, sécurité alimentaire) pour soutenir l'AE, l'OA et l'AIC



3

AE - AB et enjeux liés aux questions critiques du secteur ASPH (gestion durable des ressources naturelles/foncières et de la biodiversité - genre/inclusion - SPG - digitalisation)



4

Politiques publiques sur l'AE, l'OA et l'AIC en Afrique de l'Ouest



Ces thématiques ont été exploitées à travers



- i. des communications introductives qui ont donné une vue panoramique de la thématique et des indications sur des champs critiques dans lesquels les travaux de réflexion devraient s'investir ;



- ii. des panels qui ont présenté des initiatives et/ou analyses spécifiques de certains acteurs en rapport avec la thématique ;



- iii. des travaux de groupes qui ont permis d'approfondir les réflexions sur les enjeux et défis liés aux thématiques et de formuler des recommandations, des résolutions et/ou des orientations pour des actions collectives.

# 7

## Au terme des travaux, les participants ont adopté les recommandations et résolutions suivantes :

### 7.1 À l'endroit des institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CORAF) et des Gouvernements :



**Mettre en œuvre des politiques/stratégies avec des instruments et mesures plus appropriés, permettant de valoriser véritablement le potentiel de l'agroécologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat, pour des systèmes alimentaires durables et la souveraineté alimentaire. Cela implique de :**

- i. Développer et promouvoir, selon une approche participative et inclusive, une vision régionale et un concept de l'AE, l'AB et l'AIC, comme un cadre référentiel tenant compte des spécificités du contexte de l'agriculture de la région, et permettant d'orienter et de suivre plus efficacement l'impact des interventions publiques, des partenaires et des acteurs (secteur privé, OP...) ;
- ii. Prendre en compte de manière plus ambitieuse et plus efficace, l'AE, l'AB et l'AIC, dans le cadre du renouvellement annoncé des politiques et stratégies de développement agricole au niveau régional (PAU, ECOWAP) et national, de la consolidation des instruments et mesures de politiques en cours (FRDA, FRAA, fonds nationaux ASPH...) et des projets et programmes en cours ou en préparation, visant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la restauration de l'environnement... ;
- iii. Revisiter le processus de Kampala pour intégrer l'AE, l'AB et l'AIC au cœur de la position et des propositions de la CEDEAO et de l'UEMOA à travers un dialogue plus inclusif avec les réseaux d'OP et d'OSC pour d'une part, garder une cohérence avec les engagements pris ultérieurement par les décideurs politiques dans le cadre de l'UA et dans des espaces internationaux en vue de promouvoir l'AE, l'AB et l'AIC comme levier de la transformation durable de l'agriculture, et de consolider les acquis des stratégies, projets et programmes développés par la CEDEAO, l'UEMOA et l'UA pour soutenir la mise à l'échelle de l'AE, l'AB et l'AIC, d'autre part ;
- iv. Améliorer les approches et mécanismes actuels de consultation et de dialogue avec les réseaux d'OP et d'OSC dans le cadre de la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes de développement, afin de garantir une inclusion efficace des différents groupes d'acteurs concernés, de mieux valoriser de manière large leurs expériences et leurs expertises, et pour avoir des politiques légitimes et inclusives, avec des orientations stratégiques et des instruments de mise en œuvre pertinents en rapport avec l'AE, l'AB et l'AIC.



**Renforcer les stratégies et mécanismes de réponses structurels face à la dégradation importante de la santé des sols, au développement de maladies au niveau des producteurs et des citoyens consommateurs et à la perte croissante de la biodiversité, liés à l'utilisation inappropriée d'intrants de synthèse. Ce qui suppose de :**

- i. Accorder une plus grande attention et une priorité stratégique à la situation préoccupante actuelle du commerce illicite et de l'utilisation inappropriée d'intrants de synthèse (pesticides et herbicides) dans la région. De nombreuses implications néfastes au plan social, économique, sanitaire et environnemental, se posent de plus en plus avec acuité aux producteurs et aux citoyens consommateurs, liées aux effets des pesticides et herbicides de synthèse, non homologués par les institutions compétentes au niveau régional et national, ou interdits sur leurs terres d'origines, ou encore liées aux modalités d'utilisation inappropriées de ces intrants de synthèse. Les participants demandent de mettre en place et/ou renforcer les stratégies, mécanismes et instruments de contrôle et de gestion de leur importation, de leur vente et de leur utilisation.
- ii. Elaborer et mettre en œuvre au niveau national et régional, des stratégies publiques de promotion de la production, de la vente et de l'utilisation d'intrants organiques, pour préserver une bonne santé des sols, de l'ensemble des ressources naturelles productives, des producteurs, et des consommateurs et construire aussi des alternatives à la flambée croissante de la facture des fertilisants de synthèse. Ces stratégies devraient être appuyées par un cadre institutionnel, réglementaire, des mécanismes et mesures incitatifs appropriés, encadrant et soutenant les initiatives des exploitations familiales, des coopératives et autres structures économiques des producteurs, et des acteurs du secteur privé marchand.
- iii. Développer, renforcer et mettre en œuvre des politiques et stratégies au niveau national et régional, permettant véritablement la préservation et la gestion durable de la biodiversité animale et végétales, fondement de systèmes alimentaires diversifiés, nutritifs et durables, notamment à travers la reconnaissance et la promotion de systèmes semenciers paysans et la mise en œuvre effectivement des différents protocoles et engagements régionaux et internationaux visant la protection et la gestion durable de la biodiversité ;
- iv. Développer un cadre politique pour les systèmes semenciers paysans (SSP) qui représentent plus de 70% des semences utilisées dans les systèmes agricoles de la région et constituent un gage gages de l'agroécologie et de la résilience des communautés agricoles. Elles sont préférées pour leurs qualité gustative, d'adaptation, nutritive, et pour des raisons liées aux cultures, us et coutumes des communautés.



**Développer une plus grande capacité de mobilisation de fonds verts en faveur des exploitations familiales, des OP et des communautés à la base pour la mise à l'échelle de l'AE, l'AB et l'AIC afin de soutenir le renforcement de la résilience des EF et la réalisation de la souveraineté alimentaire. Cela implique de :**

- i. Soutenir le renforcement des capacités et l'efficacité de la BIDC et de la BOAD, ainsi que des banques agricoles nationales et autres organismes dans la région déjà accrédités, pour mobiliser davantage de Fonds verts et améliorer l'accès aux OP/OSC. Cela nécessite de créer des cadres de concertation inclusifs permettant d'informer les OP et d'assurer des orientations stratégiques appropriées pour l'utilisation de ces fonds. Les participants demandent également à la CEDEAO et l'UEMOA, de restaurer et de réinventer des mécanismes de mobilisation de financements endogènes en prenant en compte entre autres, les prélèvements effectués sur les filières, la reconversion du service de la dette extérieure etc ;
- ii. Mettre en place des dispositifs de suivi évaluation plus performants et inclusifs, comme des outils de redevabilité qui renseignent les OP et les citoyens sur les financements dédiés à l'Agriculture et particulièrement à l'agroécologie, à l'agriculture biologique et à l'agriculture intelligente face aux climats.
- iii. Développer des stratégies et mécanismes de renforcement des capacités des différents groupes d'acteurs, notamment les réseaux d'OP et d'OSC pour élaborer des projets éligibles aux fonds climat, assurer leur mise en œuvre, suivre et documenter leurs impacts.



**Accroître les investissements pour développer des marchés territoriaux, nationaux et régionaux solvables et rémunérateurs, pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, issus de pratiques de production résilientes basées sur l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture intelligente face au climat. Il s'agira de :**

- i. Impulser et accompagner la mise en place de politiques et stratégies nationales harmonisées de certification des produits agro-écologiques et biologiques, avec le développement des systèmes appropriés y compris les systèmes participatifs de garantie, en vue d'améliorer leur accès aux marchés.
- ii. Mettre en œuvre dans le cadre des politiques agricoles et commerciales régionales et nationales, des stratégies, instruments et mesures pour accompagner les initiatives des acteurs visant le développement de chaînes de valeurs inclusives basées sur l'agro-écologie et l'agriculture biologique, le commerce équitable et autres approches de mise en marchés de produits et denrées agricoles respectueuses de la gestion durable de l'environnement, des ressources naturelles et de la biodiversité.



**Mettre en place des instruments de promotion et de développement des dispositifs et mécanismes de gestion des connaissances, de formation et d'apprentissage, permettant de renforcer la mise à l'échelle de l'AE, AB, AIC. Ce qui nécessite de :**

- i. Mettre en œuvre des facilités financières au profit des différents groupes d'acteurs (structures publiques, institutions de recherche, réseaux d'OP et d'OSC, associations de femmes et de jeunes...) pour soutenir la capitalisation des solutions structurelles générées par l'agro-écologie, l'agriculture biologique et l'agriculture intelligente face au climat, en vue de construire une masse critique d'évidences permettant d'appuyer le développement de politiques pertinentes favorables à l'AE, l'AB et l'AIC, de contribuer au développement d'instruments et mesures appropriés de mise en œuvre des politiques et de soutenir des processus d'apprentissages et de formation des acteurs de l'agro-écologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat ;
- ii. Développer et renforcer les instruments et mécanismes de financement des universités, des centres de formation publics et privés pour élaborer des curricula et des sessions de formation, en vue de développer une expertise plus importante et plus compétente, pour accompagner les acteurs de l'agro-écologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat ;
- iii. Mettre en place dans le cadre des politiques agricoles régionales et nationales des instruments pour financer la promotion et le renforcement des dispositifs de formation et d'apprentissage mis en place par les réseaux d'OP et d'OSC, permettant de développer et renforcer les capacités des animateurs endogènes apportant des services de proximités aux EF pour la mise à l'échelle de l'agroécologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat.



**Soutenir la valorisation de leur potentiel dans la mise à l'échelle de l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture intelligente face au climat pour la transformation durable des systèmes alimentaires et la souveraineté alimentaire. Cela demande de :**

- i. Mettre en œuvre des appuis conséquents en faveur des femmes et des jeunes reconnus au cœur de la transition des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest, en leur accordant une priorité pour l'accès aux financements, notamment les fonds verts, aux technologies, aux ressources naturelles productives, à l'effet de renforcer leur adoption de l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture intelligente face au climat, et de consolider leur place et leur rôle au sein des EF, des communautés et des OP pour la mise en œuvre de ces pratiques.

## 7.2 Engagement des réseaux d'OP et d'OSC pour la mise à l'échelle de l'agroécologie, de l'agriculture biologique, et de l'agriculture intelligente face au climat

S'appuyant sur les résultats encourageants du forum régional, les 3 structures (Action Aid, WAfrOnet et 3AO) ont adopté les résolutions suivantes visant à développer des stratégies et actions collectives pour créer les conditions favorables et développer des actions pour la mise à l'échelle de l'agroécologie, l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat. Les 3 structures (Action Aid, WAfrOnet et 3 AO) ont pris l'engagement de :

- i. Renforcer leur collaboration, en vue de créer une réelle capacité collective permettant de soutenir et consolider leurs actions opérationnelles et de plaider politique pour la mise à l'échelle de l'agroécologie, de l'agriculture biologique et de l'agriculture intelligente face au climat. Cette collaboration devrait s'appuyer principalement sur la concertation et des synergies d'actions de leurs membres dans les différents pays de la région. Elles s'engagent à travailler ensemble dans cette perspective pour le suivi et la mise en œuvre des recommandations du forum ;
- ii. Mettre en œuvre des actions de dialogue politique au niveau des collectivités territoriales, national, régional et continental pour assurer une prise en compte de l'AE, de l'AB et de l'AIC dans les politiques et stratégies sectorielles locales, nationales, régionales (PAU, l'ECOWAP..), et continentales notamment dans le processus de Kampala. Elles s'engagent dans cette perspective de plaider à accorder une priorité d'action à la problématique des pesticides de synthèse ; la gestion durable de la biodiversité ; la gestion des ressources halieutiques et forestières et la problématique des ressources foncières agricoles et pastorales ;
- iii. S'investir dans la mise en place d'un fonds de soutien aux EF et aux OP leur permettant de faire face à des sinistres et soutenir leurs initiatives au niveau communautaire pour la mise à l'échelle de l'AE, l'AB et l'AIC, géré par les réseaux d'OP et d'OSC ;
- iv. S'engager pour une institutionnalisation avec des rencontres annuelles ou biennales du forum régional pour des sessions de bilan de leurs activités, de mutualisation d'initiative, et de réflexions prospectives impliquant les acteurs de l'AE, de l'AB, de l'AIC, les institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CORAF), les structures publiques nationales et les partenaires au développement. Les différentes éditions de ce forum se dérouleront alternativement en présentiel et en ligne.

Fait à Abuja, le 24 Octobre 2024

Le forum